



Les livraisons de lait de vache du deuxième trimestre 2016 ont baissé de 3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les conditions climatiques et la difficulté à récolter les foins ce printemps peuvent expliquer en partie ce résultat.

Avec 285 €/1 000 litres en juin, le prix du lait conventionnel est inférieur de 9 % à celui de juin 2015. Celui du lait bio, avec 392 euros, perd un euro par rapport à celui de juin 2015.

En juin, le cours du jeune bovin R et de la vache de réforme P sont inférieurs de 6 % et 10 % par rapport à ceux de juin 2015. Les abattages de gros bovins progressent de 1 % pendant le premier semestre. Ceux de vaches de réforme sont en hausse de 5 %, ceux de taurillons restant stables.

L'exportation de brouards augmente encore en avril et en mai (+ 38 % par rapport à 2015), mais le rythme des exportations ralentit fortement avec le classement en zone réglementée vis-à-vis de la fièvre catarrhale ovine.

Lait

La production laitière en retrait de 3 % dans le Grand Est

D'avril à juin 2016, les 5 000 producteurs laitiers installés dans le Grand-Est ont livré 602,7 millions de litres de lait, dont 97 % en mode conventionnel. C'est un volume en baisse de 3 % par rapport au deuxième trimestre de 2015.

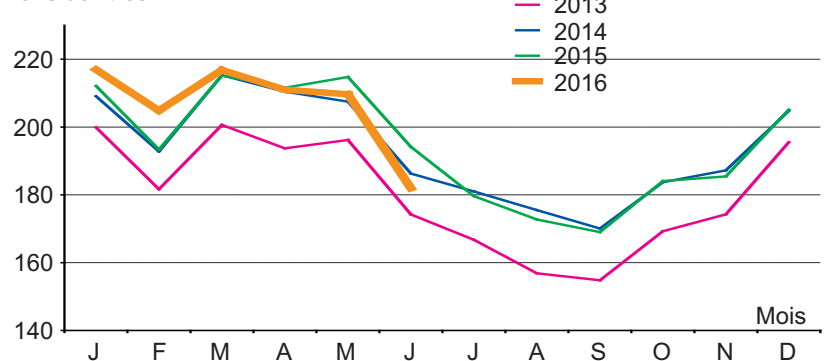
La diminution de la production régionale de lait conventionnel est principalement le fait des quatre départements lorrains, dont la livraison est en recul de 4,5 % sur la période étudiée. La Moselle, la Meuse, les Vosges et la Meurthe-et-Moselle assurent ensemble 56 % de la production du Grand-Est. La production laitière Vosgienne (17 % du volume au deuxième trimestre 2016) accuse une baisse de 6 % alors que la production en mode biologique est quasi identique.

Seuls les producteurs ardennais, qui représentent 14 % des producteurs et 13 % des volumes, ont augmenté leur production de manière significative : + 10 %.

De plus, la baisse brutale de production en juin s'explique notamment par les conditions météorologiques et la mauvaise qualité des

Livraisons de lait de vache dans le Grand-Est

Millions de litres



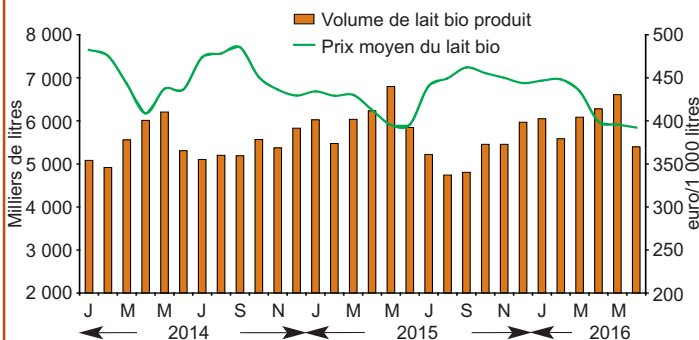
Source : FranceAgriMer - Enquête annuelle laitière 2013 à 2016

foins du printemps : l'excès de précipitations en mai et juin a perturbé la mise à la pâture des laitières et retardé les travaux de fenaison et d'ensilage. La mauvaise portance du sol et l'absence de fenêtre climatique favorable suffisamment longue ont pénalisé les éleveurs. La fauche d'herbe et les travaux d'ensilage ont été effectués en juin, à un stade trop tardif pour une production de qualité. La quantité était suffisante mais pas la qualité. Les teneurs en matières grasses et protéiques du lait livré sont impactées par la moindre qualité de l'herbe distribuée au

cheptel laitier. Dans un contexte de baisse continue du prix du lait, les éleveurs ne sont pas incités à produire.

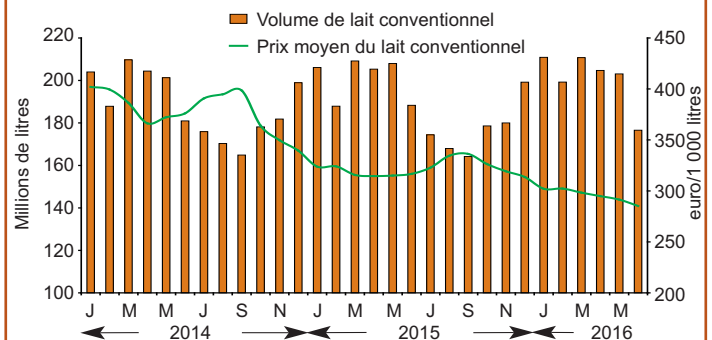
La baisse du prix moyen payé aux producteurs est plus marquée pour le lait conventionnel. En mai 2016, il est de 292 €/1 000 litres, soit 1 % de moins que le mois précédent et 7 % de moins qu'en mai 2015. En juin 2016, le prix moyen est estimé à 285 €/1 000 litres, inférieur de 2 % à celui du mois précédent et de 9 % par rapport à juin 2015. Contrairement à ce qui se produit les années précédentes, le prix du lait

Volume et prix moyen du lait bio dans le Grand-Est de janvier 2014 à juin 2016



Source : FranceAgriMer - Enquête annuelle laitière 2014 à 2016

Volume et prix moyen du lait conventionnel dans le Grand-Est de janvier 2014 à juin 2016



Source : FranceAgriMer - Enquête annuelle laitière 2014 à 2016

Conjoncture lait

	Département										Grand-Est
	08	10	51	52	54	55	57	67	68	88	
Lait bio											
Livraisons avril 2016	0,7	0,1	s	0,3	0,6	s	1,0	1,3	0,4	1,5	6,3
Livraisons mai 2016	0,8	0,1	s	0,3	0,6	s	1,0	1,3	0,4	1,7	6,6
Livraisons juin 2016	0,6	0,0	s	0,2	0,5	s	0,9	1,1	0,3	1,4	5,4
Cumul avril à juin 2016	2,0	0,1	s	0,7	1,7	s	2,9	3,8	1,0	4,6	18,3
Cumul avril à juin 2015	2,1	0,2	s	0,9	1,9	s	3,2	3,9	0,9	4,6	18,9
Evolution cumul en %	-2,2	-8,1	s	-12,8	-8,6	s	-8,5	-4,3	5,6	0,0	-3,2
Lait conventionnel											
Livraisons avril 2016	26,8	6,6	s	23,9	22,5	s	26,6	17,6	8,7	34,0	204,7
Livraisons mai 2016	26,5	6,5	s	23,6	22,2	s	26,2	17,5	8,7	34,1	203,1
Livraisons juin 2016	21,7	5,6	s	20,5	19,2	s	22,6	16,3	8,0	29,1	176,6
Cumul avril à juin 2016	75,1	18,6	s	68,0	63,9	s	75,5	51,4	25,4	97,1	584,4
Cumul avril à juin 2015	68,5	19,8	s	72,8	68,3	s	78,7	52,7	25,6	103,1	601,6
Evolution cumul en %	9,5	-5,7	s	-6,5	-6,5	s	-4,1	-2,4	-0,9	-5,8	-2,9

Source : FranceAgriMer - Enquête annuelle laitière 2016
Volumes de lait en millions de litres

conventionnel en juin 2016 est inférieur à celui de mai. La remontée du prix qui caractérise la période estivale ne s'est pas encore déclenchée cette année.

En mode biologique, mieux rémunéré, le prix moyen en mai 2016 atteint 395 €/1 000 litres, en baisse de 1 % par rapport au mois précédent et stable par rapport à mai 2015. En juin 2016, le prix estimé recule de 3 €/1 000 litres par rapport à mai. Au niveau national, on assiste à une multiplication des conversions ces dernières années avec pour conséquence un volume de production de lait biologique qui va s'accroître fortement d'ici 2017.

L'offre étant abondante suite à la fin des quotas, la chute significative du prix du lait

a affecté l'ensemble des producteurs laitiers européens. Certains pays comme l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas, ont fortement augmenté leur production. Des mesures européennes de régulation, via une enveloppe de 500 millions d'euros, décidées lors d'une réunion du Conseil des Ministres le 18 juillet, vont être mises en œuvre. La France se verra attribuer une enveloppe d'environ 50 millions d'euros. Cette aide sera versée aux éleveurs qui réduisent leur production. Ils devraient bénéficier d'une aide de l'ordre de 140 €/tonne.

Cette mesure de limitation de la production va avoir des incidences sur le nombre de vaches laitières mises à la réforme. L'afflux de vaches laitières dans les abattoirs aura

pour conséquence une offre abondante en vaches de réforme, ce qui pourrait entraîner une diminution des cours, un effet de concurrence sur certains segments de marché vache allaitante n'est pas à exclure. L'offre accrue de viande de femelle de réforme pourrait avoir une incidence indirecte sur celui du jeune bovin.

Bovins

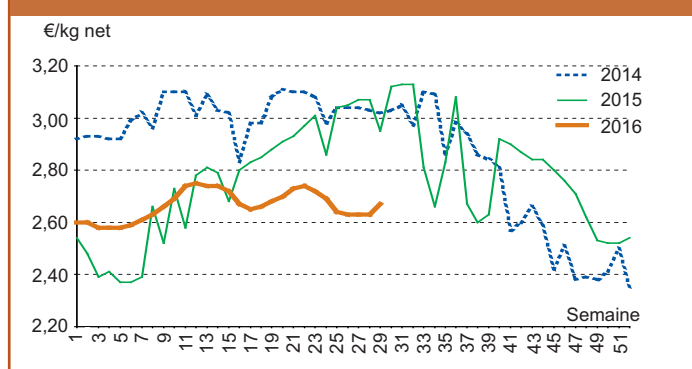
Moins de bovins abattus en juin, mais des tonnages plus importants

Après la baisse enregistrée en avril, les unités d'abattages sont en augmentation en mai de +7,6 % (+ 1 437 gros bovins, dont la moitié pour l'Alsace) et +9,6 % en volume (+ 6 % au niveau national). L'augmentation est surtout significative en taurillons avec +21 % en quantité. Cela représente 1 215 tonnes de plus que mai 2015.

En juin, l'abattage de gros bovins baisse de 10,7 %, soit 2 156 bêtes en moins.

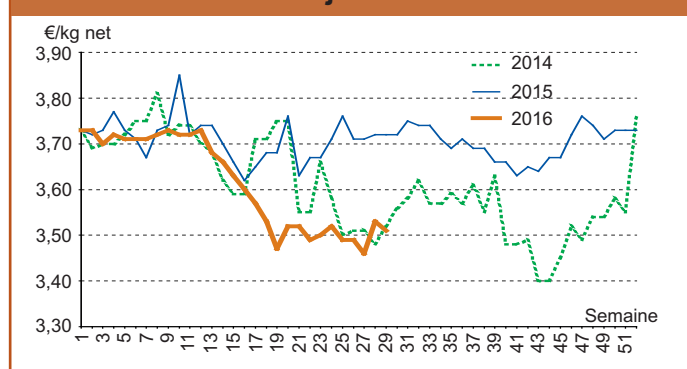
En revanche, lors du premier semestre 2016, le tonnage cumulé abattu du premier trimestre progresse de 1,1 % par rapport au premier semestre 2015. Cette augmentation est due essentiellement à une augmentation de l'abattage des vaches (+5,2 % par rapport à 2015) et des génisses de 12 à 24 mois (+10,8 % par rapport à 2015).

Cours de la vache P



Source : FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

Cours du jeune bovin R



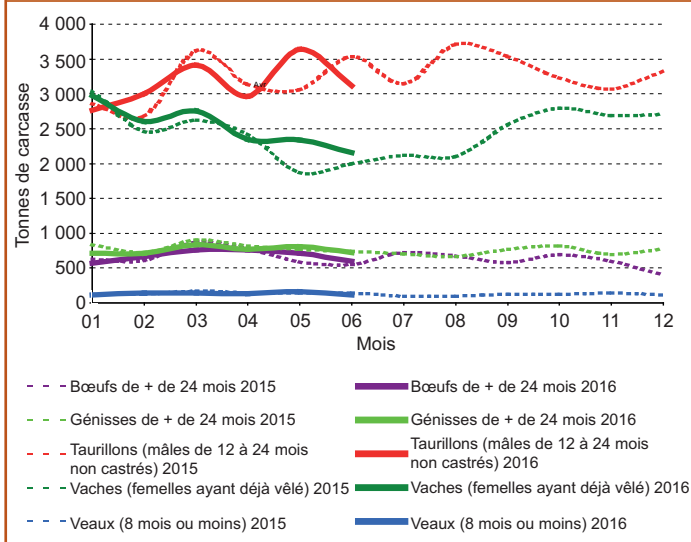
Source : FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

Activité des abattoirs de la région

	Mai 2016		Juin 2016		Cumul 2016		Evolution cumul poids 2016/2015
	Effectifs	Poids abattu	Effectifs	Poids abattu	Effectifs	Poids abattu	
GROS BOVINS	20 238	7 725	18 082	6 782	117 143	43 917	1,1 %
<i>dont vaches (femelles ayant déjà vêlé)</i>	6 880	2 339	6 554	2 161	45 296	15 183	5,2 %
<i> bœufs de plus de 24 mois</i>	1 897	711	1 621	602	10 958	4 075	1,1 %
<i> génisses de 12 à 24 mois</i>	231	67	171	53	1 463	426	10,8 %
<i> génisses de plus de 24 mois</i>	2 141	806	1 924	724	12 148	4 573	-4,5 %
<i> taurillons (mâles de 12 à 24 mois non castrés)</i>	8 711	3 638	7 517	3 113	45 487	18 892	0,0 %
OVINS	8 928	180	6 773	136	41 117	825	16,1 %
<i>dont agneaux</i>	8 689	173	6 473	129	39 638	788	15,4 %
PORCINS	24 587	1 956	20 892	1 632	131 761	10 430	-1,3 %
<i>dont porcs charcutiers</i>	23 228	1 928	19 435	1 603	122 758	10 248	-1,2 %

Source : SSP - Enquête mensuelle abattage grands animaux (Diffaga)
Unités : effectifs en nombre de tête et poids en tonne équivalent carcasse

Evolution des tonnages mensuels bovins abattus dans la région en 2015 et 2016



Source : SSP - Enquête mensuelle abattage grands animaux (Diffaga)

Cotation des gros bovins Bassin Nord-Est

€/kg net	Mai 2016	Juin 2016	Moyenne 1 ^{er} semestre 2016	Evolution % 1 ^{er} semestre 2016/2015
Jeune bovin R	3,51	3,50	3,62	- 2,4
Bœuf R	3,59	3,65	3,65	- 3,9
Génisse R	3,69	3,72	3,78	- 2,3
Vache O	3,14	3,13	3,14	- 6,0
Vache P	2,69	2,68	3,67	- 2,2

Source : FranceAgriMer, cotations du Bassin Nord-Est

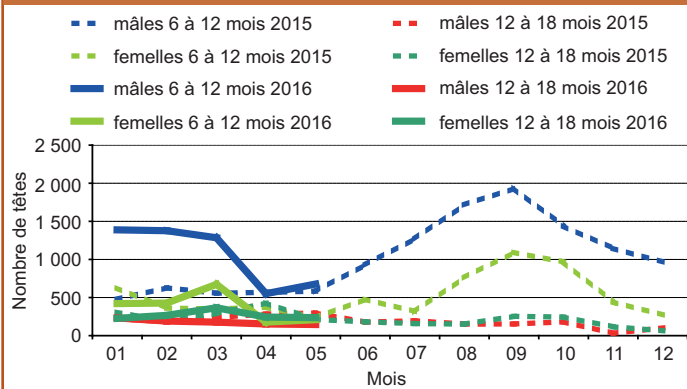
Il est à noter que le tonnage abattu des génisses de plus de 24 mois baisse de 4,5 % par rapport à 2015 pour la même période. Cette tendance régionale est en contradiction avec les données européennes qui affiche une augmentation dans plusieurs états membres liée à la crise laitière.

En mai et en juin, le cours du jeune bovin se situe à 3,50 €/kg, pour finir sur une moyenne de 3,62 €/kg sur le premier semestre 2016 contre 3,71 €/kg pour la même période 2015. Dans le même temps, celui du bœuf gagnait 7 centimes par rapport au mois d'avril pour s'établir à 3,65 €/kg. C'est 4 % de moins depuis le début d'année en référence à l'an dernier. La cotation de la vache de réforme P se maintient toujours depuis quatre mois aux environs de 2,70 €/kg et celui des génisses se stabilise à 3,70 €/kg. Quant à la vache O, celle-ci perd 6 % sur la même période de six mois 2015/2016.

Export de bovins vifs

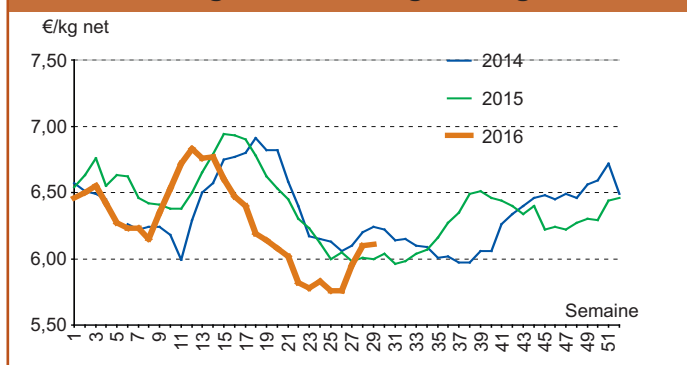
De janvier à mai 2016, quelque 9 423 jeunes bovins élevés dans les exploitations du Grand-Est ont quitté en vif le territoire français. Trois jeunes bovins exportés sur dix viennent des Ardennes. Cet effectif se compose à 76 % d'animaux de 6 à 12 mois. Il progresse de 27 % par rapport aux mêmes mois de 2015. L'évolution est plus

Evolution du nombre de jeunes bovins exportés vifs hors de France, issus d'élevage du Grand-Est



Source : SSP - Enquête mensuelle abattage grands animaux (Diffaga)

Cours de l'agneau R - 19 kg à 22 kg - couvert



Source : FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

marquée qu'au niveau national. Les exportations françaises de jeunes bovins vifs augmentent de 22 % de janvier à mai 2016 par rapport à la même période de l'année précédente.

De janvier à mars 2016, le rythme mensuel moyen des exportations est de 2 340 animaux pour l'ensemble du Grand-Est (soit 59 % de plus qu'en 2015). Les exportations se sont accélérées au premier trimestre du fait d'un marché turc fortement demandeur. En avril, le Grand-Est, à l'exception de la partie nord des Ardennes, est classé en zone réglementaire au titre de la fièvre catarrhale ovine et les exportations de bovins vifs chutent de 54 % par rapport au mois précédent. Elles remontent légèrement en mai.

Ovins

Contexte national

À niveau national, la consommation de viande ovine fraîche continue de reculer en 2016 au même rythme que les années précédentes (- 3 % par an en moyenne). Mais l'offre de viande ovine disponible est plus importante qu'en 2015, avec un volume d'abattage en France en hausse de 8,5 % sur les trois premiers mois de 2016 tandis que les importations reculent de 7,3 %. Les prix de l'agneau sur les pre-

miers mois de 2016 étaient donc inférieurs à ceux de 2015. Le cours reste sous pression en juillet avec l'effondrement de la valorisation du cinquième quartier et la concurrence britannique suite à la baisse de la livre sterling après le brexit.

Cette baisse du cours au niveau national pourrait inciter certains abattoirs à réorganiser leurs filières d'approvisionnement pour minimiser le coût du transport en privilégiant les productions locales au détriment des autres. Cela représente une menace pour les producteurs d'ovins de la région Grand-Est dont la production est abattue hors de la région dans les grands abattoirs de Vitry, Lyon et Sisteron.

Dans ce contexte, les investissements réalisés par l'opérateur Elivia près de Mirecourt pour augmenter son activité d'abattage et devenir ainsi un fournisseur majeur de la région pourraient contribuer à structurer la filière ovine régionale. L'argument sur le « vendre local » est porteur auprès des consommateurs.

Côté installation de producteurs, le facteur loup dissuade certains jeunes de lancer leur exploitation même si le nombre de dossier n'est pas en baisse.

Concernant la fièvre catarrhale (FCO), au 19 juillet 2016, sur un total de 287 cas détectés, seul un cas concerne la région (en Haute-Marne). Les animaux destinés aux

échanges européens et à l'export vers les pays tiers sont vaccinés en priorité (que ce soient les animaux à des fins d'engraissement, de reproduction ou valorisés pour leurs matériels de reproduction).

Une progression des abattages d'ovins au premier semestre

On note en mai une augmentation de 40 % des entrées d'ovins en abattoirs, après la baisse notable d'avril et, à l'inverse, une stabilité au niveau national. C'est 46 % de plus que le même mois de 2015, prolongeant ainsi le phénomène haussier débuté en janvier, avec 21 % de plus en mai et 16 % en juin par rapport à 2015, soit une progression du poids abattu de 16,1 % par rapport au premier semestre de l'année 2015. Pour les agneaux, cette augmentation est de 15,4 %.

Cette offre plus abondante se répercute sur les cotations en baisse régulière, passant sous la barre des 6 euros pour clôturer à 5,76 €/kg en juin contre 6,11 €/kg pour le mois de mai. Sur le semestre, cela représente une baisse de 3,5 % en comparaison avec l'an dernier. Un rebond des cours à partir de la semaine 26 du cours de l'agneau est cependant à signaler.

Enfin, la répartition de l'activité des abattoirs dans la reprise sur le premier semestre 2016 est la suivante : trois des quatorze abattoirs de la région Grand-Est totalisent 73 % des abattages régionaux de bovins en tonnage. Il s'agit de Domvallier, de Metz et de Vitry-le-François. Holtzheim, Strasbourg et Rethel regroupent 72 % des tonnages de porcins abattus, dont 52 % pour Holtzheim. Toutes espèces confondues, Domvallier, Metz, Holtzheim et Vitry-le-François

traitent ensemble 72 % des animaux abattus en région Grand-Est.

Porcins

Les prix se redressent mais ne rattrapent pas encore le début d'année

Les cours des porcs charcutiers en France remontent depuis la mi-mai. La dernière cotation des porcs charcutiers (classement E + S) du réseau des nouvelles des marchés de Lille, fin juillet, s'établit à 1,64 €/kg soit des cours du niveau de ceux de 2013. Cependant, les prix du premier semestre 2016 demeurent inférieurs de 3,3 % par rapport à la même période de 2015 selon le marché du porc breton (MPB). Ce constat est le même dans tous les bassins de production européen.

Dans les six premiers mois, l'abattage régional de porcs charcutiers baisse de 3,1 % par rapport au premier semestre 2015. De plus, le poids moyen régional d'abattage des porcs charcutiers diminue par rapport au mois de janvier de plus de 2 kilogrammes par animal, signe d'un marché plus fluide.

Des perspectives encourageantes pour le deuxième semestre

Les fortes baisses de cheptel truies enregistrées en ce printemps notamment en Pologne, en Allemagne et au Danemark, laissent supposer une baisse des offres en fin d'année. En conséquence, l'IFIP révisé ses prévisions de prix pour

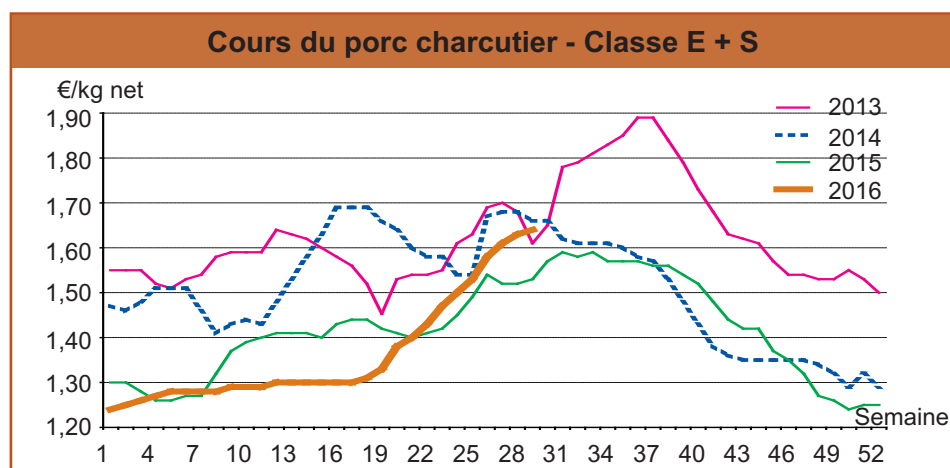
2016, prévisions annonçant maintenant un prix moyen annuel légèrement supérieur à celui de 2015 alors que la précédente prévision annonçait une baisse.

Dans tous les pays de l'UE, les prévisions de prix sont réactualisées au regard de la demande pays tiers.

En tout état de cause, l'évolution proche et future dépendra évidemment de l'intensité des ventes vers la Chine. Le cours français du moment ne fait pas mieux que le cours allemand. En plein été, cela aurait pu pourtant se réaliser à la condition d'une consommation soutenue en France. Les derniers relevés de consommation ne sont pas favorables notamment en viande fraîche. L'absence d'animations perturbe les habitudes et la consommation s'en ressent. Les catalogues des grandes et moyennes surfaces (GMS) sont un peu mieux pourvus ces derniers jours.

Des débouchés chinois qui compensent l'embargo russe

L'évolution des exportations depuis 2012, selon Eurostat, montre le chemin parcouru depuis l'embargo russe. En 2012, sur quatre mois, l'export européen représentait 1 037 754 tonnes correspondant à une année record dont 262 214 tonnes vers la Russie. En 2016, sur les quatre premiers mois, l'export totalise 1 302 508 tonnes dont 699 091 tonnes à destination de la Chine et de Hong-Kong.



Source : FranceAgriMer

Publication disponible sur le site internet www.draaf.alsace-champagne-ardenne-lorraine.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Draaf)

Service régional de l'information statistique et économique (Srise)

Complexe agricole du Mont-Bernard - Route de Suiques - CS 60440-

51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

Tel : 03 26 66 20 01 - Fax : 03 26 21 02 57

courriel : srise.draaf-alsace-champagne-ardenne-lorraine@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Sylvestre CHAGNARD

Directeur de publication : Claude WILMES

Rédacteur en chef : Sylvain SKRABO

Rédacteur : Srise Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine

Composition : Draaf/Srise, site de Châlons-en-Champagne

Dépôt légal : à parution

N° ISSN : en cours

